



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

**Collecte, transport, traitement des déchets chimiques et
prestations associées pour l'Université de Pau et des Pays de
l'Adour (UPPA)**

*Procédure formalisée
N° de marché : 2025-1344*

ACHETEUR :
UNIVERSITE DE PAU ET DES PAYS DE L'ADOUR

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – DEFINITIONS	3
ARTICLE 2 – OBJET DU MARCHE	3
ARTICLE 3 – ALLOTISSEMENT.....	3
ARTICLE 4 – DUREE DU MARCHE	3
ARTICLE 5 – FORME ET MONTANT MAXIMUM DU MARCHE.....	3
5.1 Forme	3
5.2 Montant maximum.....	4
ARTICLE 6 – ORDRE DE PRIORITE DES DOCUMENTS CONTRACTUELS	4
ARTICLE 7 – INTERLOCUTEURS ET SUIVI DU MARCHE.....	4
7.1 Interlocuteurs	4
7.2 Suivi du marché	5
7.3 Traçabilité, bilan et suivi financier de l'accord-cadre.....	5
ARTICLE 8 – ROLE D'ASSISTANCE ET DE CONSEIL DU PRESTATAIRE	5
ARTICLE 9 – CONDITIONS D'EXECUTION	5
9.1 Conditions générales	5
9.2 Traitement des données – Confidentialité – secret des affaires	6
9.3 Sécurité.....	6
ARTICLE 10 – MODALITES DE COMMANDE.....	7
10.1 Dépenses sans engagement préalable	7
10.2 Adresse de livraison	7
ARTICLE 11 – MODALITES DE DETERMINATION DU PRIX	7
11.1 Contenu des prix.....	7
11.2 Révision du prix :	7
11.3 Clause butoir.....	8
11.4 Clause de sauvegarde	9
ARTICLE 12 – MODALITES DE REGLEMENT	9
12.1 Délai de règlement	9
12.2 Conditions de facturation	9
12.3 Avance	10
12.4 Acomptes.....	11
ARTICLE 13 – PENALITES.....	11
13.1 Règle générale	11
13.2 Retard de livraison ou d'exécution	11
ARTICLE 14 – EXECUTION PAR UN AUTRE PRESTATAIRE	11
14.1 Exécution par un autre prestataire en cas d'impossibilité pour le titulaire d'assurer la commande... 11	
14.2 Exécution par un autre prestataire pour besoins occasionnels de faibles montants	12
ARTICLE 15 – RESILIATION	12
ARTICLE 16 – MODIFICATION DU MARCHE.....	12
16.1 Règles générales.....	12
16.2 Modifications financières pour circonstances imprévisibles	13
ARTICLE 17 – PANDEMIE, GREVE OU EVENEMENT EXCEPTIONNEL.....	13
ARTICLE 18 – LANGUE	14
ARTICLE 19 – MONNAIE.....	14
ARTICLE 20 – LITIGES	14
ARTICLE 21 – INSTANCE CHARGEE DES RECOURS	14
ARTICLE 22 – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	14
ARTICLE 23 – DEROGATION AU CCAG-FCS.....	14

ARTICLE 1 – DEFINITIONS

Le contrat est un marché public conformément au Code de la commande publique.

L'acheteur désigné dans le contrat agit en tant que pouvoir adjudicateur.

Le titulaire désigné dans le contrat est l'opérateur économique qui conclut le marché avec l'acheteur. En cas d'attribution à un groupement d'opérateurs économiques, le titulaire désigne le groupement représenté par son mandataire.

ARTICLE 2 – OBJET DU MARCHE

Le présent marché a pour objet la fourniture des conditionnements agréés, le transport, la collecte, le traitement des déchets chimiques et les prestations associées pour l'Université de Pau et des Pays de l'Adour (UPPA).

ARTICLE 3 – ALLOTISSEMENT

Le présent accord-cadre n'est pas alloti compte tenu de l'absence de pertinence d'allotissement géographique sur ce segment d'achat, au regard du secteur concurrentiel en lien avec l'hétérogénéité des besoins UPPA entre le site de Pau et les autres sites concernés par l'accord-cadre (Anglet, Mont de Marsan, Tarbes).

ARTICLE 4 – DUREE DU MARCHE

La durée du présent accord-cadre est de 24 mois à compter de sa notification.

Il peut être tacitement reconduit deux fois pour une période de 12 mois.

En cas de non reconduction, l'acheteur en informe le titulaire par un message depuis la plateforme des achats de l'État, en respectant un préavis de deux (2) mois avant le terme de la période en cours, sans que le titulaire ne puisse s'y opposer.

La date prévisionnelle du début d'exécution est fixée au 13/10/2025. La date définitive de début d'exécution figurera dans l'acte d'engagement ou dans le courrier de notification. A défaut, le délai d'exécution du marché part de la date de sa notification conformément à l'article 13.1.1 du CCAG FCS.

ARTICLE 5 – FORME ET MONTANT MAXIMUM DU MARCHE

5.1 Forme

Le marché est passé selon la procédure formalisée en application de l'article L.2124-1 du Code de la commande publique.

Il fait l'objet d'un appel d'offre ouvert en application des articles L.2124-2, R2124-1, R.2124-2 1° dudit Code.

Le présent marché utilise la technique de l'**accord-cadre** en application des articles L.2125-1 1° et R.2121-8 dudit Code.

Il est **mono-attributaire** et traité à **prix unitaire**.

Il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de **bons de commande** dans les conditions fixées aux articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du code de la commande publique.

5.2 Montant maximum

Fondé sur l'article R2162-4 du Code de la commande publique, l'accord-cadre est sans montant minimum.

- Le montant estimatif de l'accord-cadre est de 130 500 € HT en tenant compte de l'historique des dépenses depuis octobre 2021 jusqu'à mai 2025.
- Le montant maximal de l'accord-cadre est fixé à 250 000 € HT.
- Ce montant maximal correspond au montant estimatif majoré compte tenu de la révision des prix et d'une potentielle augmentation des activités de laboratoire et des services techniques.

Le montant estimatif n'est pas un engagement contractuel de l'acheteur.

Les montants sont calculés sur la durée maximale du marché, soit 4 ans.

ARTICLE 6 – ORDRE DE PRIORITE DES DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement et son annexe financière : le Bordereau des prix unitaires (BPU),
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP), dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait seul foi, dans sa version définitive,
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes (1 à 3), dont les exemplaires conservés dans les archives de l'administration font seuls foi, dans leur version définitive,
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG-FCS) applicable aux marchés de fournitures courantes et de services publié au JO du 1^{er} avril 2021. Ce document peut être téléchargé librement à l'adresse suivante :
<https://www.economie.gouv.fr/daj/cahiers-clauses-administratives-generales-et-techniques>
- L'offre technique du titulaire.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre ci-dessus. Toute clause portée dans les documents de référence du candidat (catalogue, tarif ou autre documentation), contraire aux dispositions des documents contractuels précédemment cités, est réputée non écrite. Il en va ainsi, notamment, des conditions générales de vente.

Tout ajout ou modification des pièces contractuelles citées ci-dessus à l'initiative des candidats intégrera l'ordre de priorité afférent à l'offre technique du titulaire.

ARTICLE 7 – INTERLOCUTEURS ET SUIVI DU MARCHE

7.1 Interlocuteurs

Pour le présent accord-cadre, le rôle de coordinatrice sera assuré par la responsable du service de gestion des produits chimiques de l'UPPA, ingénieure en prévention des risques chimiques.

Elle est l'interlocutrice privilégiée du titulaire pour l'exécution de l'accord-cadre, et mettra éventuellement en place avec lui des procédures de suivi.

Elle travaille en liaison avec des interlocuteurs internes sur les différents sites de l'UPPA. Aussi, le titulaire aura également un interlocuteur technique de terrain par site (Pau, Anglet, Mont de Marsan et Tarbes).

Le titulaire doit désigner dès la mise en place de l'accord-cadre des correspondants clairement identifiés pour :

- le suivi administratif des commandes de l'université ;
- le suivi logistique des commandes de l'université, si le service est différencié ;
- la gestion des factures, si le service est différencié ;
- autres ...

Le titulaire s'engage à informer la Direction des achats et du pilotage de la dépense de l'UPPA de tout changement d'interlocuteurs.

7.2 Suivi du marché

Dès la notification du marché, une réunion de lancement sera prévue en présentiel sur le site de Pau ou en visioconférence ou par tout autre moyen utile, entre les différents interlocuteurs afin de présenter les modalités de pilotage et de réalisation des prestations.

Des réunions de suivi annuelles seront organisées au cours de l'exécution du marché, afin d'optimiser l'avancement des prestations et de garder une cohérence par rapport à la demande initiale. Par ailleurs et en cas de difficulté, une nouvelle réunion pourra être provoquée.

7.3 Traçabilité, bilan et suivi financier de l'accord-cadre

A la demande de l'université, le titulaire devra fournir des statistiques et des bilans concernant l'exécution du présent accord-cadre (à titre indicatif : bilans financiers, bilans par sites géographiques, par nature de déchets, ...).

ARTICLE 8 – ROLE D'ASSISTANCE ET DE CONSEIL DU PRESTATAIRE

Le prestataire assure un rôle de conseil et d'assistance auprès de l'UPPA à chaque étape de la prestation.

ARTICLE 9 – CONDITIONS D'EXECUTION

9.1 Conditions générales

Le titulaire a une obligation de résultat dans la réalisation de l'ensemble des prestations.

Il s'engage à respecter l'ensemble des dispositions du marché et à signaler à l'UPPA tout changement de situation à l'acheteur et les éventuels justificatifs nécessaires dans les plus brefs délais.

Le titulaire s'engage à mettre à disposition de l'UPPA les moyens humains, techniques et logistiques afin d'assurer les prestations.

Le titulaire est responsable de tout dommage causé à toute personne ou à tout bien à l'occasion de l'une des prestations dont il a la charge au titre du présent marché.

L'UPPA se réserve le droit d'exécuter elle-même, ou de faire exécuter, au compte du titulaire la réparation des dommages causés.

9.2 Traitement des données – Confidentialité – secret des affaires

Chaque partie est tenue au respect des règles européennes et françaises applicables au traitement des données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre aux fins de l'exécution de la prestation et notamment de l'article 5 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit informer ses personnels et ses éventuels sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution de la prestation. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Toute transmission de données à des tiers, y compris au bénéfice d'entités établies hors de l'Union européenne, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation en vigueur est formellement prohibée.

En cas de manquement par le titulaire, ou son sous-traitant, à ses obligations légales et contractuelles relatives à la protection des données personnelles, le marché peut être résilié pour faute en vertu de l'article 41 du CCAG-FCS.

Chaque partie s'engage à respecter la loi n° 2018-670 du 30 juillet 2018 relative à la protection du secret des affaires transposant la directive n° 2016/943/UE du 8 juin 2016 sur la protection des savoir-faire et des informations commerciales non divulgués contre l'obtention, l'utilisation et la divulgation illicites.

Aux termes de l'article L151-1 du Code de commerce, une information protégée par le secret des affaires doit répondre aux critères suivants :

- 1° elle n'est pas, en elle-même ou dans la configuration et l'assemblage exacts de ses éléments, généralement connue ou aisément accessible pour les personnes familières de ce type d'informations en raison de leur secteur d'activité ;
- 2° elle revêt une valeur commerciale, effective ou potentielle, du fait de son caractère secret ;
- 3° elle fait l'objet de la part de son détenteur légitime de mesures de protection raisonnables, compte tenu des circonstances, pour en conserver le caractère secret.

Aux termes de l'article L151-6 du Code de commerce, l'obtention, l'utilisation ou la divulgation d'un secret des affaires est aussi considérée comme illicite lorsque, au moment de l'obtention, de l'utilisation ou de la divulgation du secret, une personne savait, ou aurait dû savoir au regard des circonstances, que ce secret avait été obtenu, directement ou indirectement, d'une autre personne qui l'utilisait ou le divulguait de façon illicite au sens du premier alinéa de l'article L. 151-5.

En cas d'évolution de la réglementation sur la protection des données à caractère personnel, la confidentialité et/ou le secret des affaires en cours d'exécution de la prestation, les modifications nécessaires pour se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché ou, en l'absence d'accord entre les parties, à une modification unilatérale par l'acheteur, sauf dans le cas où ces modifications s'imposeraient aux parties.

9.3 Sécurité

Le titulaire exécute la prestation dans les conditions de sécurité et d'hygiène conformément aux règles en vigueur tant pour les biens que pour les personnes. Il s'engage à respecter les règles de sécurité en vigueur au sein de l'UPPA dans le cadre des prestations demandées. Toute intervention doit être réalisée par du personnel qualifié, avec les moyens matériels adéquats, dans le respect de la législation sur le travail notamment en matière d'hygiène et de sécurité.

Les prestations, objet de l'accord-cadre, sont soumises à l'obligation d'établir des protocoles de sécurité conformément à la réglementation en vigueur et à l'article 8.1 du CCTP.

ARTICLE 10 – MODALITES DE COMMANDE

10.1 Dépenses sans engagement préalable

Les commandes prennent la forme d'une dépense sans engagement préalable (DSEP). Le dépôt de la facture sur le portail Chorus Pro pourra se faire après chaque prestation sans engagement juridique préalable.

10.2 Adresse de livraison

Différents lieux de livraison, répartis sur les 4 sites de l'UPPA mentionnés à l'article 7.1 du CCTP, seront à respecter par le titulaire.

L'adresse de livraison peut être différente de l'adresse de facturation.

ARTICLE 11 – MODALITES DE DETERMINATION DU PRIX

11.1 Contenu des prix

Le marché est traité à prix unitaire.

Les prix sont révisables, définitifs, et réputés comprendre toutes charges fiscales, ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, les frais afférents à l'application de l'article 18 du CCAG FCS relatifs aux matériels, objets et approvisionnements confiés au titulaire ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risques et les marges bénéficiaires.

En complément de l'article 10.1.3 du CCAG-FCS, les prix sont également réputés comprendre les frais afférents à la collecte, au chargement, à la fourniture de l'étiquetage et des conditionnements, à la manutention, aux éventuels frais de douane, au traitement des déchets.

La TGAP en vigueur s'applique sur le montant HT.

La TVA en vigueur s'applique au moment de la facturation.

Toutefois les frais engendrés par l'absence de demande du titre de transport administratif par le titulaire ou par le retard du titulaire à présenter cette demande restent à sa charge.

Les frais de manutention et de transport, qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations, sont à la charge du titulaire.

11.2 Révision du prix :

Les prix sont fermes pendant 12 mois à compter de la notification du marché puis **révisables**, à la hausse comme à la baisse, **tous les 12 mois** d'exécution par application de la formule de révision ci-après.

Par dérogation à l'article 10.2.4 du CCAG-FCS, les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de réception des offres (DLRO) indiqué en page de garde du règlement de consultation (RC). Ce mois est appelé « mois zéro ».

Les prix utilisés dans les formules sont hors TVA.

Dans le cas où la valeur connue d'un indice précisée dans une formule n'est pas publiée à la date de révision, la dernière valeur définitive publiée connue sera prise en compte pour le calcul du prix de règlement.

Les arrondis sont réalisés sur le résultat du calcul. Le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur conformément à l'article 10.2.3 du CCAG FCS.

En complément de cet article, le prix révisé est arrêté et exprimé avec deux chiffres après la virgule selon la méthode suivante :

- Si le troisième chiffre après la virgule est égal ou supérieur à 5, l'arrondi est réalisé au centime supérieur ;
- Si le troisième chiffre après la virgule est inférieur à 5, l'arrondi est réalisé au centime inférieur.

La révision sera calculée par la Direction des achats et du pilotage de la dépense et adressée au titulaire dans les 15 jours suivant la date de prise d'effet. Sous réserves des clauses de sauvegarde et butoir, les tarifs seront réputés acceptés en cas de silence 15 jours après réception. Le titulaire ne peut se prévaloir de l'absence d'envoi de la révision de prix par la Direction des achats et du pilotage de la dépense pour se soustraire à l'application de la présente clause de révision de prix qui, par définition, doit s'appliquer.

11.2.1 Formule pour la fourniture des conditionnements, la collecte et le transport :

Pour les prestations suivantes : fourniture des conditionnements homologués ADR, collecte et transport des déchets chimiques, la formule de révision applicable est la suivante :

$$P = P_o (0.15 + 0.85 (I/I_o))$$

Dans laquelle :

P = Prix révisé

P_o = Prix initial à la valeur du mois zéro (mois de la DLRO)

I = dernier indice connu au mois de révision, tel que défini par l'INSEE

I_o = dernier indice connu au moment de la dernière révision (ou au mois zéro pour la première révision), tel que défini par l'INSEE

Identifiant INSEE 010764304 : Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 38.12 – Collecte des déchets dangereux - Prix de marché – Base 2021 – Données mensuelles brutes

11.2.2 Formule pour le traitement des déchets et les prestations ponctuelles :

Pour les prestations suivantes : traitement des déchets chimiques et prestations ponctuelles (opération de déménagement, opération de déstockage, opération d'intervention d'urgence), la formule de révision applicable est la suivante :

$$P = P_o (0.15 + 0.85 (I/I_o))$$

Dans laquelle :

P = Prix révisé

P_o = Prix initial à la valeur du mois zéro (mois de la DLRO)

I = dernier indice connu au mois de révision, tel que défini par l'INSEE

I_o = dernier indice connu au moment de la dernière révision (ou au mois zéro pour la première révision), tel que défini par l'INSEE

Identifiant INSEE 010764307 Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 38.22 – traitement et élimination des déchets dangereux - Prix de marché – Base 2021 – Données mensuelles brutes

11.3 Clause butoir

L'application des dispositions qui précèdent ne pourra conduire à une variation des prix supérieure à 5% sur une période de 12 mois.

11.4 Clause de sauvegarde

L'Université de Pau et des Pays de l'Adour se réserve le droit de dénoncer le marché en cours d'exécution, sans indemnité pour le titulaire, en cas d'augmentation des tarifs supérieure à 10%.

ARTICLE 12 – MODALITES DE REGLEMENT

12.1 Délai de règlement

Les paiements sont effectués selon les règles de la comptabilité publique dans les conditions fixées à l'article 11 du CCAG-FCS.

Les paiements sont effectués après service fait.

Conformément à l'article R.2192-10 du code de la commande publique, le mode de règlement retenu est le virement avec mandatement administratif, dans le délai global de règlement de 30 jours, décompté à partir de la plus tardive des deux dates suivantes : date de certification du service fait, date de réception de la facture jugée recevable.

L'université de Pau et des pays de l'Adour se libère des sommes dues en exécution du présent marché en les faisant porter au crédit du compte ouvert au nom du prestataire dont les références figurent à l'acte d'engagement ou à tout autre compte que le titulaire désignerait ultérieurement.

Le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit, et sans autre formalité pour le titulaire du marché ou le sous-traitant, le bénéfice d'intérêts moratoires, à compter du jour suivant l'expiration du délai précité.

Conformément aux articles R.2192-31 à 36 du code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

12.2 Conditions de facturation

12.2.1 Mentions obligatoires

La facturation doit être établie individuellement pour chaque site (Pau, Anglet, Mont-de-Marsan, Tarbes).

Les factures devront porter les mentions légales accompagnées des indications suivantes :

- Le numéro du présent accord-cadre : 2025-1344 ;
- La mention DSEP ;
- La fourniture ou prestation concernée (nature et quantité) : conditionnements (emballages et étiquetage), collecte, transport, traitement des déchets dangereux (avec le poids exprimé en tonnes), ou opérations ponctuelles selon les prix indiqués au BPU ;
- Les coordonnées précises du service acheteur ;
- La date de la prestation de service terminée ;
- Le prix HT et le montant de la TVA et des éventuelles autres taxes liées à la fourniture ou prestation.

Il ne peut être facturé que les quantités livrées et prestations exécutées.

L'absence d'une mention obligatoire et plus particulièrement la référence de l'accord-cadre et la mention DSEP entraîne le renvoi de la facture au titulaire et la suspension du délai de paiement jusqu'à réception de la facture conforme aux prescriptions énoncées ci-dessus.

La mention sur la facture de l'acquittement de la TGAP n'a qu'une valeur informative. Lorsque le titulaire indique sur la facture le montant de la TGAP acquittée, il est préconisé que ce montant ou la proportion qu'il représente dans le prix de vente du produit, figure en pied de facture.

12.2.2 Supports de facturation

Conformément à l'article L2192-1 du code de la commande publique, les titulaires de marchés conclus avec les personnes morales de droit public, ainsi que leurs sous-traitants admis au paiement direct, transmettent leurs factures sous forme électronique.

Le titulaire se rendra à cette fin sur la plateforme gratuite et sécurisée, CHORUS PRO, mise à disposition par l'État, à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Le numéro SIRET de l'établissement est le : 19640251500270

Les personnes désignées pour le paiement sont :

- Ordonnateur : M. le Président de l'université de Pau et des pays de l'Adour.
- Comptable assignataire : Mme l'agent comptable de l'université de Pau et des pays de l'Adour.

Les modalités de facturation sont susceptibles d'évolution selon les dispositions réglementaires de la dématérialisation.

Toute facture parvenue avant l'admission définitive des prestations est renvoyée au titulaire et donnera lieu à l'établissement d'une nouvelle facture.

12.3 Avance

L'option A prévue par l'article 11 du CCAG-FCS s'applique pour le présent marché.

Lorsque l'accord-cadre exécuté par l'émission de bons de commande ne prévoit pas de montant minimum, une avance forfaitaire est accordée pour chaque bon de commande dont le montant est supérieur à 50 000 € HT et dont la durée d'exécution est supérieure à deux mois (article R.2191-16 du code de la commande publique).

Le titulaire peut refuser le versement de l'avance (article R.2191-5 dudit code).

Le montant de l'avance est fixé à 5 % du montant initial toutes taxes comprises du bon de commande (article R.2191-7 dudit code).

Le taux de l'avance est porté à 30 % lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R.2151-13 du code de la commande publique.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix (article R.2191-9 dudit code).

Le mandatement de l'avance forfaitaire intervient sans formalité dans le délai d'un mois compté à partir de la date à laquelle commence à courir le délai contractuel d'exécution du marché.

Le remboursement de l'avance forfaitaire commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint soixante-cinq pour cent (65%) du montant du marché et doit être terminé lorsque le dit montant atteint quatre-vingt pour cent (80%) du montant du marché (articles R.2191-11 et R.2191-12 dudit code).

Lorsqu'une partie du marché est sous-traitée, le montant initial du marché est diminué du montant des prestations confiées au sous-traitant et donnant lieu au paiement direct (article R.2191-6 dudit code).

12.4 Acomptes

Conformément à l'article R.2191-21 du code de la commande publique, le montant des acomptes correspond à la valeur des prestations auxquelles ils se rapportent. Le cas échéant, il est diminué de la fraction correspondante de la retenue de garantie mentionnée à l'article R.2191-32 du code de la commande publique.

Conformément à l'article R.2191-22 dudit code, la périodicité du versement des acomptes est fixée au maximum à trois mois. Lorsque le titulaire du marché est une petite ou moyenne entreprise ou un artisan au sens de l'article R.2151-13 du code de la commande publique, une société coopérative de production, un groupement de producteurs agricoles, une société coopérative d'artisans, une société coopérative d'artistes ou une entreprise adaptée, ce délai est ramené à un mois pour les marchés de travaux, et, sur demande du titulaire du marché, pour les marchés de fournitures et de services.

ARTICLE 13 – PENALITES

13.1 Règle générale

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG FCS :

- L'acheteur se réserve la possibilité d'appliquer les pénalités ;
- Le titulaire encourt, sans invitation par écrit, les pénalités définies ci-après ;
- Le titulaire est exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 50 € pour l'ensemble du marché.
- Le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 10 % de la DSEP.

Les pénalités seront retenues par précompte sur les sommes dues au titulaire.

13.2 Retard de livraison ou d'exécution

Dans le cas d'un retard de livraison (par rapport au planning annuel de collecte défini par les deux parties, cf article 7.2 du CCTP), des pénalités s'appliquent dans les conditions fixées ci-dessous, conformément à l'article 14.1 du CCAG-FCS :

$$P = (V \times R) / 1000$$

dans laquelle :

P = le montant de la pénalité,

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale à la valeur de règlement de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable,

R = le nombre de jours de retard.

ARTICLE 14 – EXECUTION PAR UN AUTRE PRESTATATAIRE

14.1 Exécution par un autre prestataire en cas d'impossibilité pour le titulaire d'assurer la commande

En cas d'impossibilité pour le titulaire d'assurer la fourniture ou prestation dans les délais sur lesquels il s'est engagé dans son offre, ce dernier est tenu d'avertir par écrit le coordinateur du marché dans les meilleurs délais et dans tous les cas avant la fin des délais contractuels prévus.

Dans un délai de deux jours ouvrés à compter de la réception de cet écrit, l'acheteur se réserve le droit d'annuler la commande auprès du titulaire par écrit, en indiquant le motif de l'annulation.

L'acheteur pourra alors faire appel à un autre fournisseur pour assurer la commande.

14.2 Exécution par un autre prestataire pour besoins occasionnels de faibles montants

L'acheteur peut s'adresser à un prestataire autre que le titulaire du marché, pour autant que le montant cumulé de tels achats ne dépasse pas 1% du montant total de l'accord-cadre, ni la somme de 10 000 euros HT, en particulier en vue de commander auprès d'entreprises adaptées, établissements et services d'aide par le travail ou structures équivalentes employant des personnes handicapées au sens de la loi n°2005-102 du 11 février 2005.

ARTICLE 15 – RESILIATION

La résiliation s'appliquera selon les conditions des articles 38 et s. du CCAG-FCS.

Dans le cadre de l'article 43 du CCAG-FCS, l'acheteur établit et notifie un décompte de résiliation au titulaire.

Conformément aux dispositions de l'article 45 du CCAG-FCS, l'acheteur a la faculté de faire exécuter les prestations aux frais et risques du titulaire dans les deux hypothèses suivantes :

- Lorsque le titulaire n'a pas déféré à une mise en demeure de se conformer aux stipulations du marché ou ordres de service ou en cas d'inexécution d'une prestation qui par sa nature ne peut souffrir aucun retard ;
- En cas de résiliation prononcée aux torts du titulaire.

Au moment de la résiliation du marché, les prestations non servies et ayant donné lieu à paiement au moment de la résiliation du marché font l'objet d'un remboursement par virement administratif sur le compte de l'Agence comptable de l'UPPA ou à défaut par chèque libellé à l'ordre de Mme l'agent comptable de l'UPPA.

ARTICLE 16 – MODIFICATION DU MARCHE

16.1 Règles générales

Le présent marché est susceptible d'évoluer du fait de contraintes internes à l'UPPA, du fait de contraintes sanitaires françaises, européennes et mondiales, etc.

Les modifications pourront notamment porter sur :

- l'extension ou réduction de la liste des déchets, des conditionnements, des prestations ponctuelles prévus au CCTP et au BPU hors déchets dont le périmètre a été exclu à l'article 5.4 du CCTP ;
- la fréquence des collectes ;
- le protocole de sécurité (article 8.1 CCTP) ;
- le remplacement de l'indice de révision de prix selon les recommandations de l'INSEE, en cas d'arrêt de l'indice de révision de prix prévu au présent CCAP ;
- les conséquences d'une modification des textes applicables (législatifs, réglementaires, etc).

Ces modifications seront formalisées à travers un écrit. Elles s'inscrivent en cohérence avec l'offre initiale fournie.

Elles pourront être sans incidence financière, tout comme avec incidence financière (à la hausse ou à la baisse).

16.2 Modifications financières pour circonstances imprévisibles

Lorsque des circonstances imprévisibles et extérieures aux parties surviennent en cours d'exécution, les parties peuvent convenir d'une modification des clauses financières, si celle-ci est nécessaire à la poursuite de l'exécution, dans les conditions prévues à l'article R.2194-5 du code de la commande publique. Une telle modification n'est qu'une faculté pour l'acheteur.

S'il envisage de modifier le contrat pour tenir compte des surcoûts engendrés par les circonstances imprévisibles, l'acheteur se fonde sur les justifications financières précises que lui apporte le titulaire.

Seules peuvent être prises en compte les circonstances produisant un effet réel et certain sur l'exécution du marché, la présente clause n'ayant pas pour objet de compenser des surcoûts dont la survenance n'est qu'hypothétique.

A l'appui de toute demande tendant à la modification des conditions financières du présent marché, le titulaire doit :

- adresser un mémoire en réclamation à l'acheteur démontrant l'existence d'une circonstance imprévisible au sens de l'article R.2194-5 du CCP ;
- justifier son prix de revient initial, tel qu'envisagé à la date de remise de son offre, et, par conséquent, sa marge bénéficiaire ainsi que les éventuelles provisions pour risques intégrées dans son prix ;
- fournir tout document de nature comptable (bilans, factures, ...) ou contractuelle (notamment les contrats de fournitures ou de sous-traitance), attestant de la réalité et de l'étendue des surcoûts supportés depuis la survenance de l'évènement imprévisible, pour l'exécution du présent marché.

L'acheteur vérifie la réalité et la sincérité de ces documents et décide de la suite à donner à la demande du titulaire.

En cas d'acceptation de la demande par l'acheteur, les modifications apportées aux prix, aux tarifs ou aux clauses d'évolution des prix, font l'objet d'un avenant signé par les deux parties.

La durée de cet avenant est strictement limitée à la durée des circonstances imprévisibles. Celle-ci peut éventuellement être prolongée dans les conditions définies dans l'avenant.

L'avenant conclu sur le fondement du présent article précise, via une clause de rendez-vous, les conditions dans lesquelles, en fin d'exécution du marché, l'acheteur et le titulaire déterminent le montant définitif de la compensation des surcoûts anormaux réellement subis par le titulaire.

Ainsi, si le montant des compensations excède le montant des pertes, le titulaire est alors redevable de la différence.

Le montant correspondant est alors récupéré par l'acheteur / le bénéficiaire :

- Soit par précompte sur les factures restant à émettre par le titulaire ;
- Soit par avoir, récupéré sur les montants restant à régler ou à défaut récupéré au moyen d'un titre de recouvrement.

ARTICLE 17 – PANDEMIE, GREVE OU EVENEMENT EXCEPTIONNEL

Un service minimal est attendu en cas de pandémie, grève ou évènement exceptionnel. Le candidat précisera le service proposé pour assurer une continuité de service dans son offre.

ARTICLE 18 – LANGUE

Les correspondances relatives au marché sont rédigées en langue française.

ARTICLE 19 – MONNAIE

L'unité monétaire relative au marché est l'euro.

ARTICLE 20 – LITIGES

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Le Tribunal administratif de Pau est seul compétent.

ARTICLE 21 – INSTANCE CHARGÉE DES RECOURS

Tribunal administratif de Pau :

Villa Noulibos

50, Cours Lyautey

64010 Pau CEDEX

Téléphone : 05 59 84 94 40

Télécopie : 05 59 02 49 93

Courriel : greffe.ta-pau@juradm.fr

Site internet : <http://pau.tribunal-administratif.fr/>

ARTICLE 22 – RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Université de Pau et des pays de l'Adour

Direction des achats et du pilotage de la dépense

Pôle Finances

Avenue de l'université – BP 576

64012 Pau cedex

Courriel : achats-publics@univ-pau.fr

ARTICLE 23 – DEROGATION AU CCAG-FCS

Article du CCAP/CCTP	Article du CCAG-FCS auquel il est fait dérogation	Commentaires – objet de la dérogation
11.2 CCAP	10.2.4	La date d'établissement du prix initial correspond à la date limite de remise des offres.
13.1 CCAP	14.1	L'acheteur se réserve la possibilité d'appliquer les pénalités. Le titulaire encourt sans mise en demeure les pénalités. Le titulaire est exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 50 € pour l'ensemble du marché. Le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 10 % de la DSEP.
13.1 CCTP	28.2 et 30.1	Le délai pour procéder aux opérations de vérification est de 30 jours